MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Japon & Corée du Sud

Une publication du SER de Tokyo
N° 196 : du 25 septembre au 29 octobre 2023

Japon

Un nouveau plan de relance, pour réduire les effets de l'inflation et stimuler la croissance potentielle.

Le Japon et la Corée du Sud prêts à réquisitionner les « maisons de commerce » en cas de crise alimentaire.

Les premières mesures du Japon pour l'objectif « 30by30 », afin de préserver 30 % des terres et des océans de la planète d'ici 2030.

De nouveaux composants électroniques désignés « biens critiques » par le gouvernement japonais.

Corée du Sud

La Corée du Sud signe un accord de libre-échange avec les Émirats arabes unis et renforce ses liens avec le Moyen-Orient par une visite présidentielle.

Le gouvernement coréen s'inquiète des effets du conflit au Proche-Orient sur l'inflation et les marchés financiers.

Les États-Unis autorisent Samsung Electronics et SK Hynix à fournir leurs usines chinoises en équipements de fabrication de semi-conducteurs.

Japon & Corée du Sud

Le japonais Toyota et le coréen LG Energy Solution scellent un accord historique d'approvisionnement en batteries pour véhicules électriques.

Japon

Politiques économiques

Un nouveau plan de relance, pour réduire les effets de l'inflation et stimuler la croissance potentielle. Le Premier ministre japonais F. Kishida a précisé les contours du nouveau plan de relance économique porté par son gouvernement. Sa taille s'élève à 17 000 Mds ¥ (121 Mds €), soit 3 % du PIB réel. Il s'articule autour de trois axes principaux : (i) atténuer les effets de l'inflation sur les ménages, (ii) stimuler la croissance durable des salaires, et (iii) soutenir l'offre de biens et de services sur le marché. Dans un contexte de croissance retrouvée au premier semestre 2023, le gouvernement affiche l'objectif de parvenir à une progression des revenus de la population supérieure à celle des prix d'ici l'été 2024, en combinant hausse des salaires et réduction de l'impôt sur le revenu. À cette fin, le plan comporte un volet de réduction d'impôts (sur le revenu et sur la résidence) d'un montant total de 40 000 ¥ (soit 286 €) par personne. Il intègre également de nouvelles subventions en espèces de 30 000 ¥ (soit 214 €) par ménage pour ceux actuellement exemptés d'impôt sur le revenu. Afin d'assurer son financement, une proposition de budget supplémentaire de 13 100 Mds ¥ (94 Mds €) doit être soumise au Parlement prochainement. Malgré l'absence de discipline budgétaire, le Premier ministre a réaffirmé l'objectif d'atteindre un excédent primaire au cours de l'année fiscale 2026. Japan Times, Nikkei Asia, The Asahi Shimbun

Politiques économiques

Le Japon et la Corée du Sud prêts à réquisitionner les « maisons de commerce » en cas de crise alimentaire. Au Japon, une révision de la Loi fondamentale sur l'agriculture et l'alimentation devrait être présentée lors de la prochaine session parlementaire, débutant en janvier 2024. Cependant un paquet de « mesures d'urgence » a été adopté par le Cabinet dès le 13 octobre dernier. Parmi celles-ci figure un nouveau pouvoir de réquisition, qui doit permettre au gouvernement de mobiliser les ressources du secteur privé en cas de risque de rupture d'approvisionnement alimentaire. Ainsi, en cas d'urgence sur un produit, le gouvernement pourrait à l'avenir demander aux « maisons de commerce » (*Sogoshoshas*) – les très grandes entreprises assurant l'essentiel des approvisionnements du Japon – de préparer un plan d'importation identifiant des sources d'approvisionnement alternatives. Les ressources des *Sogoshoshas* pourraient être requises pour la mise en œuvre du plan, le cas échéant avec un soutien financier du gouvernement. Cette annonce fait écho à des dispositions proches, adoptées par l'Assemblée nationale coréenne le 24 octobre dernier. Les deux pays sont confrontés à des défis similaires en matière d'approvisionnement alimentaire, tant par leur positionnement géographique que par leur dépendance commune aux importations d'aliments (le taux

d'autosuffisance exprimé en valeur calorique était en 2021 de 47 % au Japon et de 45 % en Corée, parmi les plus faibles au sein des pays développés). Nikkei, MAFF, MAFRA

Politiques économiques

Les premières mesures du Japon pour l'objectif « 30by30 », afin de préserver 30 % des terres et des océans de la planète d'ici 2030. Le ministère japonais de l'environnement (MOE) a lancé un système de certification de sites de « symbiose avec la nature », définis comme des zones où « *des mesures sont prises par le secteur privé pour la conservation de la biodiversité* ». La certification cible un large éventail d'espaces tels que les forêts, les *satoyama* (interfaces village-montagne) et les espaces verts urbains. Le ministère insiste sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs pour la préservation de la biodiversité, y compris du secteur privé. Plus de 500 sites pourraient être certifiés d'ici 2026 et un projet de loi visant à structurer un système incitatif devrait être soumis à la prochaine session parlementaire, en 2024. Une première liste de 122 sites de 35 préfectures (départements japonais), représentant une superficie totale de 77 000 hectares, a été publiée par le ministère de l'environnement en octobre. Parmi eux se trouvent de nombreuses forêts entretenues par de grandes entreprises, telles que la forêt de *Toyota Motor* dans la préfecture d'Aichi et la forêt de *Kyushu Electric Power Company* dans la préfecture d'Oita. Un site de culture d'algues aménagé au niveau de la digue artificielle de l'aéroport international du Kansai, entretenu par *Kansai Airports*, a également été certifié. La ville de Tokyo possède quant à elle le plus grand nombre de sites certifiés (16), constitués principalement de projets d'aménagement d'espaces verts urbains. Nikkei, Jiji, Kyodo, CP du MOE

Entreprises

De nouveaux composants électroniques désignés « biens critiques » par le gouvernement japonais. Le gouvernement japonais prévoit de désigner certains composants électroniques, tels que les condensateurs céramiques multicouches (CMM), comme des biens critiques. En vertu de la loi ESPA (*Economic Security Promotion Act*) sur la sécurité économique adoptée en août 2022, le Japon avait déjà désigné 11 catégories de biens critiques dont les semi-conducteurs, les batteries et certaines matières premières (cf. *Brèves Japon-Corée* n° 175 du 25/09/2022). À la clé, des subventions massives pour les acteurs économiques en mesure de présenter des plans permettant de diversifier les sources d'approvisionnement de ces biens ou à en augmenter les stocks, et de réduire la dépendance de l'industrie japonaise vis-à-vis de la Chine et d'autres pays susceptibles de coercition économique. La nouvelle désignation des CCM, qui sont utilisés dans un large éventail d'appareils tels les smartphones, les véhicules électriques, les dispositifs médicaux, les équipements de Défense et les infrastructures de communication, s'inscrit dans cette stratégie de sécurité économique. À ce jour, le gouvernement japonais a approuvé des plans concernant 57 biens critiques

spécifiques, en encourageant les investissements et la R&D sur ces produits sur le territoire national. La proposition de nouveaux biens critiques à insérer dans le champ de cette législation sera finalisée par le gouvernement et la coalition au pouvoir avant d'être soumise à un comité d'examen, puis approuvée par le conseil des ministres. Nikkei, NHK

Corée du Sud

Politiques économiques

La Corée du Sud signe un accord de libre-échange avec les Émirats arabes unis et renforce ses liens avec le Moyen-Orient par une visite présidentielle. Le président de la Corée du Sud Yoon Suk-yeol s'est rendu, au cours de la semaine du 23 octobre, en Arabie saoudite puis au Qatar. Respectivement 51 accords économiques d'une valeur de 15 Mds USD ont été signés, puis 12 accords pour une valeur de 4,6 Mds USD. Ceux-ci permettront à la Corée de sécuriser ses sources majeures d'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel liquéfié, mais également de renforcer la position des groupes coréens dans la construction (participation au projet saoudien NEOM notamment), la construction navale (contrat de 4 Mds USD passé avec la Qatar pour des méthaniers) et la construction automobile (investissement de 500 Mi USD par Hyundai pour une usine de véhicules électriques en Arabie saoudite). L'accord de libre-échange signé le 14 octobre avec les Émirats arabes unis libéralisera de son côté les importations d'automobiles coréennes, ce qui constituera un avantage majeur pour la Corée sur d'autres pays (États-Unis, Japon et Union européenne). Korea Times, Yon Hap, Pulse News, The Korea Herald, Jong Ang Daily

Politiques économiques

Le gouvernement coréen s'inquiète des effets du conflit au Proche-Orient sur l'inflation et les marchés financiers. Bien qu'il confirme que les affrontements n'aient pas causé de perturbations majeures sur les approvisionnements énergétiques coréens, le gouvernement n'exclut pas une nouvelle poussée de l'inflation causée par la hausse des cours mondiaux du pétrole. En prévention, les autorités ont décidé de renforcer les dispositifs de lutte contre l'inflation, comme la déduction de taxes sur les carburants, qui a été prolongée jusqu'en 2024. De son côté, la *Korea National Oil Corp* (compagnie pétrolière publique) a annoncé qu'elle préparait l'utilisation immédiate des stations de réserves en cas d'escalade. Dans le but de favoriser la croissance au cours du 4ème trimestre 2023, le gouvernement a également annoncé qu'il s'engageait à fournir un soutien supplémentaire de 268 Mds $, sous la forme de garanties et d'avantages fiscaux pour le financement à l'export. De leur côté, les groupes coréens ont pris des mesures de prudence s'agissant de leurs activités : rapatriement du personnel pour LG, mise au télétravail du personnel pour Samsung, annulation de vols à destination de Tel-Aviv pour Korean Air. YonHap, The Korea Times, The Korea Herald, Pulsenews, YonHap, YonHap

Entreprises

Les États-Unis autorisent Samsung Electronics et SK Hynix à fournir leurs usines chinoises en équipements de fabrication de semi-conducteurs. La dérogation, accordée le 9 octobre aux deux plus grands fabricants mondiaux de puces mémoires pour une durée indéterminée, prend le relai d'un premier sursis d'un an octroyé en octobre 2022. Le gouvernement américain avait annoncé, à la même période l'année dernière, une série de restrictions sur les exportations d'équipements indispensables à la fabrication de semi-conducteurs afin d'enrayer la maîtrise par la Chine des procédés de gravure les plus récents. Alors que Samsung Electronics fabrique en Chine 40 % de ses puces NAND (mémoire flash permettant de conserver des données même sans connexion à une source d'alimentation) et SK Hynix 40 % de ses puces DRAM (mémoire vive dynamique pour les données ou le codage), les importantes répercussions d'une interdiction sur les fabricants coréens, et plus largement sur une économie coréenne très exposée aux performances de ce secteur, avaient poussé le gouvernement à défendre le dossier de ses deux champions nationaux auprès de son allié américain. Par ailleurs, le gouvernement coréen a jugé que les mesures de renforcement du contrôle-export sur les semi-conducteurs vers la Chine, décidées le 17 octobre par les États-Unis, devraient avoir un impact limité sur la Corée, le pays n'exportant pas vers la Chine de puces entrant dans la catégorie visée. The Korea Economic Daily, The Korea Times, NY Times

Japon & Corée du Sud

Entreprises

Le japonais Toyota et le coréen LG Energy Solution scellent un accord historique d'approvisionnement en batteries pour véhicules électriques. Le 3 octobre, LG Energy Solution – filiale du groupe LG dédiée à la fabrication de batteries – a annoncé investir environ 3 Mds $ pour établir une nouvelle ligne de production de batteries au sein de l'usine Toyota dans le Michigan (États-Unis), qui devrait être opérationnelle en 2025. Le 13 octobre, sa filiale LG Chem a annoncé un contrat de 2 Mds $ pour la fourniture de cathodes (composant essentiel de la batterie) à cette même usine. Ce projet inédit s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Toyota de diversifier ses fournisseurs en batteries, afin de renforcer sa chaîne d'approvisionnement et sa montée en puissance dans la production de véhicules électriques. Toyota vise en effet une progression considérable de ses ventes mondiales de véhicules électriques, à 1,5 millions d'unités en 2026 et à 3,5 millions en 2030, après en avoir vendus seulement 24 000 en 2022. Pour LG Energy Solutions, il s'agit du plus important contrat de fourniture de batteries jamais remporté et de son premier contrat avec le constructeur japonais. Nikkei, Nikkei, Toyota, Les Échos, Korea Economic Daily

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo
raphael.keller@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr